

COMPTE RENDU DE LA SEMAINE DES FORUMS PARISIENS POUR L'ALTERNATIVE AU LIBÉRALISME

Le 29 mai n'a pas seulement été un coup de tonnerre, il a réveillé l'espoir : un rassemblement populaire majoritaire peut s'attaquer au libéralisme et la volonté politique peut reprendre ses droits.

Une vitalité citoyenne, populaire et politique renouvelée, telle est la finalité des collectifs.

Les forums de cette semaine ont été une réussite, ils ont accueilli **plus de 500 personnes** dont un tiers ont pris la parole au cours de débats dynamiques. Chacun a pu s'exprimer et des propositions fortes ont été formulées qui sont un socle commun pour avancer dans la construction d'une véritable alternative au libéralisme.

Depuis leur création, les collectifs se sont mobilisés dans toutes les luttes et appellent à une mobilisation massive le 7 février contre le CPE, le 11 février aux manifestations contre Bolkenstein, et, dès le 8 mars date de la fin de la trêve hivernale pour les chaînes humaines de solidarité contre les expulsions. Du 4 au 8 mai, se tiendra le Forum Social Européen à Athènes.

Les 3 et 4 décembre 2005, à l'occasion de la rencontre nationale des collectifs issus du 29 mai, nous avons convenu, dans une déclaration commune, d'organiser des forums de débats à travers toute la France puis d'en regrouper les résultats dans une charte, à l'occasion d'**Assises nationales pour l'alternative** qui se tiendront le 13 mai en France.

C'est dans ce contexte que nous avons organisé cette semaine de forums parisiens, elle témoigne d'un travail collectif en évolution. L'intégralité des comptes rendus sera (est) disponible sur le site des collectifs parisiens sur le site : <http://www.lautreurope.org> Sans être exhaustif, voici déjà quelques idées clefs issues de chaque forum.

DISCRIMINATIONS ET EXCLUSIONS

Collectifs des 10^e et 19^e, < nonalacconstitutionp19@yahoo.fr >

La liberté d'aller et venir est un droit fondamental de la personne humaine ; la liberté de circuler ne doit pas être réservée aux marchandises et aux capitaux . Si l'Europe a quelque chose à offrir à ses citoyens, ce n'est pas « un marché commun où la concurrence est libre et non faussée », c'est un espace où cette liberté humaine fondamentale est garantie.

Quant aux discriminations, c'est du racisme en acte, ça ne touche pas que les immigrés mais de nombreux français.

La lutte contre les discriminations est une responsabilité de l'Etat car c'est la rupture du principe d'égalité, principe républicain fondamental, qui est ici en cause.

Propositions immédiates :

- 1. Régularisation de tous les sans-papiers.**
- 2. Droit de vote et d'éligibilité pour tous les résidents.**
- 3. Une carte de 10 ans pour tous les migrants.**
- 4. Fermeture des centres de rétention et zones de non-droits.**
- 5. Arrêt des expulsions des jeunes scolarisés en situation irrégulière, le droit pour tous à l'éducation doit prévaloir.**
- 6. Faire un effort particulier en matière d'éducation : pas de suppression des ZEP, mais des moyens supplémentaires.**
- 7. Garantie renforcée du droit d'asile.**
- 8. Faire appliquer la loi contre la discrimination à l'embauche.**

L'égalité des chances dont on nous rebat les oreilles, c'est bon pour le loto, c'est l'égalité des droits qui est notre combat.

INSTITUTIONS ET TRANSFORMATION SOCIALE

Collectif Paris-centre, < quelle.europe@free.fr >

Des 4 thèmes choisis pour ce forum: droits inaliénables de la personne, 6^e (ou nouvelle) République, démocratie et entreprise, institutions européennes et mondiales, il ressort des propositions de **l'ordre de l'urgence sociale** (comme relever les minima sociaux et abolir le travail aliéné) et d'autres concernant **les fondements de la société** où nous voudrions vivre.

Il fut fait état d'une insécurité sociale et économique mondiale sous le joug de la finance et, en France, d'une structure « monarchique » de nos institutions (gouvernement, entreprise, pouvoirs locaux).

Nous avons constaté **que les droits ne peuvent pas n'être garantis que par des pouvoirs et que le politique et l'humain doivent être réhabilités au dépens de l'économique.**

Pour **partager avec équité et protéger notre bien commun** (les ressources, l'environnement, le territoire et la cohésion sociale), il nous faudra :

- Établir un droit à la capacité économique et à une vie décente, (travail, logement, santé, éducation, culture...), ainsi qu'un accès égal à **l'exercice de la citoyenneté pour tous les résidents.**
- **Stimuler la démocratie participative et délibératrice** - tout citoyen étant colégislateur – (des assemblées réunies régulièrement, accessibles à toutes et tous, lieux de débat et de décision sur la politique et les stratégies menées avec les élus, les collectivités locales, les représentants d'institutions et d'entreprises. Des expertises pluralistes, une stimulation à la prise de responsabilité dès l'école...).
- **Mieux séparer les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, médiatique, le privé du public**, (création d'un **statut de l' élu** ou du mandaté, statut qui assurerait sa déprofessionnalisation, le contrôle réel de son activité, une rémunération proportionnelle à sa charge, l'assurance de retrouver un emploi à la fin de sa charge ou de garder partiellement une activité professionnelle pendant son mandat...).
- Des formes rénovées de gouvernement et d'entreprises (remise en cause de la fonction présidentielle, réhabilitation du Conseil économique et social, refondation ou suppression du Sénat, d'autres modes électifs...). Une démarchandisation des services publics, un vrai pluralisme des médias...

Pour rendre applicable les droits existants, il est question de **réappropriation sociale des ressources naturelles et des moyens économiques nécessaires** à la mise en œuvre de cette nouvelle vitalité politique et démocratique.

LOGEMENT ET VIE URBAINE : AGIR EN FRANCE ET EN EUROPE

Collectif 17^e-18^e, < collectifdu17e@yahoo.com > < paris18_non@yahoo.fr >

Au terme d'un échange riche à la tonalité anti-libérale affirmée (60 personnes présentes), ont été dégagées les propositions suivantes :

Propositions immédiates :

- 1) Exiger l'application stricte de la loi de réquisition des logements vacants. Cela permettrait de résoudre les demandes de logement les plus urgentes.
- 2) Interdire toute expulsion sans relogement préalable.
- 3) Exiger l'application de la loi SRU (loi pénalisant les communes qui ne respectent pas le quota des 20% de logements sociaux) et augmenter l'amende de façon significative.
- 4) Déclarer les zones désertes (comme le terrain des Batignolles, 17^{ème} arr.) zones de construction sociale.
- 5) Donner la priorité au logement social destiné aux ménages de bas salaire (les PLA) au détriment des logements intermédiaires (les PLI, exigeant un salaire mensuel de 2.500 euros).
- 6) Exiger le respect du 1% patronal et son équivalent dans le secteur public.

Pour un véritable service public du logement :

Le logement est un droit fondamental dont l'accès ne peut être régi par les lois du marché. On doit pouvoir **garantir un logement de qualité pour tous**. Pour répondre aux besoins réels des gens (en matière d'équipement interne des logements et en matière de commerces et de services de proximité), il faut une réflexion globale, à la source des constructions et de l'aménagement du territoire. Il faut également prendre en compte l'évolution des besoins en matière de logement selon l'âge, l'état de santé...

Légiférer :

Il est nécessaire de prendre des mesures visant à **réguler le marché du logement** (locatif et achat immobilier).

QUEL FINANCEMENT POUR UNE VRAIE POLITIQUE SOCIALE ?

Collectif 20^e, < c20pae@ras.eu.org >

Plutôt que de PIB, parlons d'indice de développement humain en matière d'éducation, de santé, de culture...

Les convergences du débat, (110 personnes présentes) :

- Critique partagée du discours dominant véhiculé par la plupart des médias, le patronat et les gouvernements libéraux.
- D'abord partir des besoins sociaux des gens (des services publics accessibles à tous, une protection sociale développée, des conditions de travail et des salaires décentes...).
- Redéfinir les finalités : c'est l'humain qui doit être au centre des projets.
- Parler des moyens de financement c'est aussi parler des moyens de résistance. On ne fera pas l'économie de luttes sociales de haut niveau.
- Il manque actuellement un vrai débouché politique à toutes les luttes. L'unité de la gauche est essentielle, mais que faire avec la direction du PS ?
- Certains ont précisé que c'est la logique même du capitalisme qu'il faut remettre en cause.

Les propositions en vrac :

Augmenter la progressivité, supprimer les niches fiscales, lutter contre la fraude et les paradis fiscaux, refuser l'allègement des charges des entreprises et de la taxe professionnelle, réformer les impôts locaux, réorienter et se réapproprier le crédit bancaire et ce, notamment à travers la création de fonds publics.

Dans un cadre international et européen, contrôler et taxer les marchés financiers et même pour certains, aller jusqu'à « l'expropriation et la suppression de l'actionariat » .

Contrôler la Banque centrale européenne et lutter contre les traités européens qui limitent les choix de politiques économiques.

SANTÉ, SERVICES PUBLICS : QUELLES POLITIQUES ALTERNATIVES ?

Collectif 14^e, < nondegaucheparis14@laposte.net >

L'état des lieux : les restructurations, menaces et fermetures d'hôpitaux sont l'aboutissement d'une longue politique « d'économies » sur la Santé, menée depuis déjà des années par les différents gouvernements, de droite comme de gauche. La logique des « pôles hospitaliers » actuelle et de la codification des actes est essentiellement financière.

La Sécurité sociale, est remise en cause, des restrictions d'accès aux soins sont établies (pour les étrangers, les sans-papiers). L'égalité pour tous et pour tous les soins est bafouée. La directive Bolkestein représente en cela un réel danger supplémentaire (implantation des pharmacies...).

Notre idée de départ, (nous étions 50, mais peu d'habitants du quartier) était de partir du local avec la Santé, d'élargir aux autres services publics puis d'avoir un débat sur les alternatives à proposer. Ce dernier aspect a finalement été quasiment absent, faute de temps. On peut dégager quand même **quelques pistes** :

- Poursuivre le débat sur le financement de la Sécurité sociale (cotisations sociales, impôt), sans parti pris sur les options et se réapproprier le contrôle démocratique de sa gestion actuellement aux mains du patronat et de confédération arrangeante.
- Reprendre la question du privé, très présent de longue date dans les hôpitaux, même publics.
- Réfléchir à la désertification de zones rurales entières avec suppression des petits hôpitaux de proximité, (y a-t-il une taille souhaitable ?) et à la diminution importante du nombre de médecins libéraux dans des secteurs jugés difficiles ou pas assez lucratifs.
- Débattre de centres de santé et de prévention à promouvoir, comme alternative à l'installation en libéral.
- Taxer les dépenses de publicité des industries pharmaceutiques (qui égale le double de ce que ces industries consacrent à la recherche et au développement).
- A partir des quelques interventions évoquant d'autres services publics, on notera la demande de la gratuité des services publics de proximité, la position à avoir pour un secteur comme les télécommunications où le service public a été complètement cassé et où de nombreux opérateurs existent dorénavant.
- **Quel sens a encore le mot « renationalisation » à l'heure de la mondialisation libérale ?**

EMPLOI, CHÔMAGE, PRÉCARITÉ, QUELLES ALTERNATIVES ?

Collectif 11°, < liste de discussion sur www.lautreeurope.org >

Depuis l'Acte unique européen et le traité de Maastricht, les politiques européenne s'attaquent à l'état social, visent d'abord la « compétitivité » des entreprises, c'est-à-dire la priorité absolue aux intérêts des actionnaires - ils exigent 15 % de rendement par an. Les CNE/CPE, comme le plan de cohésion sociale Villepin contribuent à l'« attractivité » de la France dans une « perspective Bolkestein ».

La notion de travail et sa valeur pour l'être humain est battue en brèche par la notion d'emploi et la répartition de la paupérisation entre salariés. Le profit non investi a très fortement progressé parallèlement à la montée du chômage.

Bien au delà des chiffres officiels, (qui oublie les travailleurs à temps partiel ou ayant déclarés plus de 78 heures dans le mois, ou de plus de 57 ans, les professions précarisées, etc...), c'est près de 30% de la population qui ne bénéficie pas de conditions de travail convenables et rencontre des difficultés de vie.

6 à 12% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, suivant les critères retenus.

Ce qui a fait consensus pendant le forum :

- Renforcer les droits sociaux, donner du pouvoir de contrôle aux salariés dans l'entreprise
- Interdire les licenciements boursiers dans les entreprises qui font des profits, refuser les licenciements préventifs, astreindre les employeurs (autorisation administrative de licenciement).
- Taxer les entreprises qui ont systématiquement recours au temps partiel imposé.
- Créer une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie, mutualiser les risques dans un même secteur.
- Augmenter les minima sociaux, partager le temps de travail par la RTT sans réduction des salaires ni flexibilité ni annualisation.
- Établir une véritable représentation collective des chômeurs.

Ce qui fait débat :

La question du revenu minimum d'existence, le pouvoir suspensif des CE en cas de licenciements (considéré comme une demi-mesure), l'idée d'une TVA sociale à creuser, la restauration des barrières douanières et le protectionnisme, la concurrence de l'Inde ou de la Chine.

Et fondamentalement, quelle croissance et pour quoi faire ? Est-elle vraiment un objectif soutenable face aux enjeux écologiques planétaires ?

LE LIBÉRALISME CONTRE L'ÉDUCATION

Collectifs (en formation) et forums unitaires des facultés de Jussieu, Censier et Sorbonne, < benjo68@hotmail.fr >

Forum du mardi 31 janvier en cours à l'heure où ce document est en impression.

L'éducation n'est pas une marchandise !

Les jeunes sont généralement parmi les premières victimes des politiques libérales. Ils subissent de plein fouet le chômage, les stages et emplois précaires - qui risquent de sérieusement s'aggraver avec le nouveau contrat première embauche du gouvernement (CPE).

L'idéologie libérale qui pousse notre société à vouloir ouvrir toute activité humaine à la concurrence et à « la loi du marché » progresse peu à peu dans l'enseignement supérieur. Sous des prétextes budgétaires, cette réelle marchandisation de l'éducation veut transformer les universités en entreprise où les étudiants deviennent des clients et les enseignants des prestataires de services. Aux niveaux international, européen et national, des réformes (AGCS, stratégie de Lisbonne, pôles d'excellence) ont commencé à détruire les équilibres démocratiques dans ou entre les formations. Comment imaginer que la concentration des matières sur quelques universités de prestige ne va pas encore **creuser les disparités d'accès à l'éducation supérieure**? On constate une montée de la précarité des étudiants et une remise en question de la gratuité des études. L'université privée à l'américaine où les étudiants-clients proviennent des classes sociales élevées. La diminution globale des savoirs. La remise en question du statut d'enseignant-chercheur. **La fin de la recherche publique libre.** Il est aujourd'hui nécessaire et urgent de dire non.

Nous appelons les étudiant-e-s, lycéen-ne-s, enseignant-e-s, chercheu-se-rs, personnels ATOS, etc., à nous rejoindre pour discuter et élaborer tou-te-s ensemble des propositions alternatives à la marchandisation de l'éducation.